

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK**Séance du 30 mai 2012**

PRESENTS : M. Clerfayt, Bourgmestre; Mme Essaidi, MM. Noël, Verzin, Guillaume, Denys, Köse, Mme Jodogne, M. De Herde, Mmes Smeysters, Hemamou, Echevins; MM. Charels, Van Gorp, Grimberghs, Mmes Bouarfa, Nyssens, MM. El Khattabi, Özkara, Lahlali, Ramdani, Öztürk, Courtheoux, Mmes Onkelinx, Durant, MM. Kökten, Köksal, Dönmez, Mme Aliç, M. Bouhjar, Mme Ozdemir, M. Nimal, Mmes Chan, Güles, MM. de Beaufort, Ayad, van de Werve de Schilde, Mmes Nabant, Guisse, MM. Reghif, Echouel, El Arnouki, Mmes Vriamont, Lejeune de Schiervel, MM. Kaddour, Vanhalewyn, Mme Held, M. Van Goethem, Conseillers communaux; M. Bouvier, Secrétaire communal.

**#Objet : Taxe sur les immeubles ou parties d'immeubles appelés "carrées" - Exercices 2012 à 2015
- Modification - Approbation#**

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution ;
Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117, alinéa 1 et l'article 118, alinéa 1 ;
Vu la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes communales et provinciales ;
Vu la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, en particulier les articles 91 à 94 ;
Vu la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;
Vu les dispositions du titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 7 à 10 du CIR 92 ;
Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Echevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;
Vu l'ordonnance du 18 avril 2002 modifiant l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;
Vu les règlements communaux de police et d'Urbanisme sur les lieux de prostitution en vitrine ;
Revu sa délibération du 7 septembre 2011 votant l'instauration du règlement taxe sur les immeubles ou parties d'immeubles appelés « carrées ». pour un terme expirant le 31 décembre 2015 ;
Vu la situation financière de la commune ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,
DECIDE : par 26 voix et 13 abstentions

**TAXE SUR LES IMMEUBLES OU PARTIES D'IMMEUBLES APPELES « CARREES »
Exercices 2012 à 2015 – Modification**

Article 1

Il sera perçu au profit de la commune de Schaerbeek, pour les exercices 2012 à 2015, une taxe communale annuelle sur les immeubles ou parties d'immeubles appelés « carrées ».

Pour l'application du présent règlement, il y a lieu d'entendre par « carrées » tout immeuble ou partie d'immeuble se situant au sous-sol, rez-de-chaussée ou aux étages et visible depuis la voie publique, normalement destiné à l'usage de logement dont une ou des fenêtres sont éclairées directement ou indirectement par un système d'éclairage particulier et dont au moins une partie de la superficie habitable est utilisée à des fins autres que le logement.

Est considéré comme système d'éclairage pour le présent règlement, tout dispositif quelconque ayant la particularité de mettre en valeur ou de rendre plus visible les fenêtres, notamment par l'utilisation de couleurs caractéristiques rencontrées en ces lieux.

Article 2

La taxe est due pour l'année entière quelle que soit la date d'affectation en « carrée » d'un bien immeuble ou d'une partie de bien immeuble ou quelle que soit la date du transfert de propriété ou d'un droit réel sur le(s) bien(s) d'immeuble(s) ou partie(s) d'immeuble(s) appelé(s) carrée(s).

Pour l'exercice au cours duquel l'immeuble ou partie d'immeuble aura été transformé en salon de prostitution conformément aux nouvelles règles urbanistiques en vigueur, la présente taxe ne sera pas perçue.

Article 3

Est considéré comme redevable de la taxe, l'exploitant ou à défaut le(s) propriétaire(s) ou toute personne disposant d'un droit réel sur le(s) bien(s) ou partie(s) de bien(s) immeuble(s) appelé(s) carrée(s)

.../...

Article 4

Le taux est fixé, au 1^{er} janvier 2012, à 1.000€ par « carrée ». Ce taux sera majoré au 1er janvier de l'année suivante de 2,5 %, arrondi à l'euro le plus proche, conformément au tableau ci-dessous :

EXERCICE 2013	EXERCICE 2014	EXERCICE 2015
1.025€	1.051€	1.077€

Il sera éventuellement multiplié par le nombre de niveau offrant le même dispositif.

Article 5

Pour un exercice d'imposition donné, l'administration communale adresse une formule de déclaration au contribuable que celui-ci est tenu de lui retourner, dûment complétée et signée, au plus tard le 31 décembre de l'année qui donne son nom à cet exercice. Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration a l'obligation d'en réclamer une au plus tard le 30 novembre et de la renvoyer dans des modalités identiques à celles citées ci-dessus. Cette déclaration reste valable pour les exercices d'imposition suivants jusqu'à révocation.

En cas de modification de la base imposable, le contribuable doit se procurer une nouvelle formule de déclaration, la compléter dûment, la signer et la renvoyer à l'administration communale dans les dix jours de la survenance du fait. Sans préjudice des dispositions du présent règlement, le nouveau formulaire de déclaration sert de base aux enrôlements des exercices ultérieurs successifs et vaut révocation expresse de la formule de déclaration précédente.

Article 6

Le contribuable est tenu de faciliter le contrôle éventuel de sa déclaration notamment en fournissant tous documents et renseignements qui lui seraient réclamés à cet effet. La non déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du contribuable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe. Dans ce cas, la taxe enrôlée d'office est majorée d'un montant égal à la taxe due.

Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration communale notifie au contribuable, par lettre recommandée à la poste, les motifs pour lesquels elle recourt à cette procédure, les éléments sur lesquels se base la taxation, le mode de détermination de ces éléments, ainsi que le montant de la taxe.

Le contribuable dispose d'un délai de trente jours, à compter de la date d'envoi de la notification, pour faire valoir ses observations par écrit. L'administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe si au terme de ce délai le contribuable n'a émis aucune observation qui justifierait l'annulation de cette procédure.

Article 7

Les rôles de la taxe sont arrêtés et rendus exécutoires par le Collège des Bourgmestre et Echevins au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'exercice d'imposition.

Article 8

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle. A défaut de paiement dans ce délai, les sommes dues sont productives au profit de l'administration, de l'intérêt de retard calculé d'après les règles fixées par l'article 414 du Code des Impôts sur les Revenus de 1992.

Article 9

La taxe est recouvrée par le Receveur communal conformément aux règles établies pour la perception des impôts au profit de l'Etat.

Article 10

Le redevable peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être introduite par écrit devant le Collège des Bourgmestre et Echevins. Elle doit être datée et signée par le réclamant ou par son représentant et mentionne les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

Les réclamations doivent être introduites sous peine de déchéance, dans un délai de six mois à partir du troisième jour ouvrable qui suit l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

Article 11

La présente délibération abroge et remplace, au 1^{er} janvier 2012, la délibération du 7 septembre 2011 visée dans le préambule.

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 30 mai 2012

Le Secrétaire communal,
(s) Jacques BOUVIER

Le Bourgmestre-Président,
(s) Bernard CLERFAYT

Pour expédition conforme
Schaerbeek, le 5 juin 2012

Le Secrétaire communal,

Le Bourgmestre
Par délégation :

Jacques BOUVIER



Bernard GUILLAUME
Echevin

UITTREKSEL UIT HET NOTULENBOEK VAN DE GEMEENTERAAD VAN SCHAARBEEK**Vergadering van 30 mei 2012**

AANWEZIG : De h. Clerfayt, Burgemeester; Mevr. Essaidi, de hh. Noël, Verzin, Guillaume, Denys, Köse, Mevr. Jodogne, de h. De Herde, Mevr. Smeysters, Hemamou, Schepenen; de hh. Charels, Van Gorp, Grimberghs, mevr. Bouarfa, Nyssens, de hh. El Khattabi, Özkara, Lahlali, Ramdani, Öztürk, Courtheoux, mevr. Onkelinx, Durant, de hh. Kökten, Köksal, Dönmez, mevr. Aliç, de h. Bouhjar, mevr. Ozdemir, de h. Nimal, mevr. Chan, Güles, de hh. de Beaufort, Ayad, van de Werve de Schilde, mevr. Nalbant, Guisse, de hh. Reghif, Echouel, El Arnouki, mevr. Vriamont, Lejeune de Schiervel, de hh. Kaddour, Vanhalewyn, mevr. Held, de h. Van Gothem, Gemeenteraadsleden; de h. Bouvier, Gemeentesecretaris.

#Onderwerp : Belasting op de gebouwen of gedeelten van gebouwen genoemd "peeskamers" - Dienstjaren 2012 tot 2015 - Wijziging - Goedkeuring#

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 170, § 4 van de Grondwet;
 Gelet op de nieuwe gemeentewet namelijk artikel 117, alinea 1, en artikel 118, alinea 1;
 Gelet op de wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van provinciale- en gemeentebelastingen;
 Gelet op de wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen; in het bijzonder artikels 91 tot 94;
 Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de rechterlijke inrichting in fiscale zaken;
 Gelet op de bepalingen van titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 7 tot en met 10 van WIB 92;
 Gelet op het koninklijk besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het College van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting;
 Gelet op de ordonnantie van 18 april 2002 tot wijziging van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
 Gelet op de gemeentelijke reglementen van politie en Stedenbouw op de raamprostitutieruimten;
 Herziende het raadsbesluit van 7 september 2011, stemmend de invoering van het reglement betreffende de belasting op de gebouwen of gedeelten van gebouwen genoemd "carrés" voor een termijn vervallend op 31 december 2012;
 Gelet op de financiële toestand van de gemeente;
 Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,
BESLUIT : met 26 stemmen en 13 onthoudingen

BELASTING OP DE GEBOUWEN OF GEDEELTEN VAN GEBOUWEN GENOEMD "PEESKAMERS"
Dienstjaren 2012 tot 2015 – Wijziging

Artikel 1

Er wordt voor de dienstjaren 2012 tot 2015, ten voordele van de gemeente Schaarbeek, een jaarlijkse belasting ingevoerd op de gebouwen of gedeelten van gebouwen genoemd "peeskamers".

Voor de toepassing van dit reglement dient onder "peeskamer" te worden verstaan, elk gebouw of gedeelte van een gebouw dat zich bevindt op de benedenverdieping, het gelijkvloers of hogere verdieping en dat vanaf de openbare weg zichtbaar is, in normale omstandigheden bestemd voor het gebruik als woning, waar één of meer vensters direct of indirect verlicht zijn door een bijzonder verlichtingssysteem, en dat voor andere doeleinden dan woning gebruikt wordt.

Wordt beschouwd als verlichting voor het huidige reglement eender welke installatie die de bijzonderheid heeft om de vensters te doen uitkomen of om ze zichtbaarder te maken, o.a. door het gebruik van karakteristieke kleuren die men in deze plaatsen vindt

Artikel 2

De belasting is verschuldigd voor het hele jaar ongeacht de datum van de bestemming als "peeskamer" van een gebouw of een gedeelte van gebouw welke ook de datum van eigendomsoverdracht of een reëel recht op het onroerend goed van gebouwen of gedeelten van gebouwen benoemd "peeskamer".

Voor het jaar waarin het gebouw of gedeelte van het gebouw zal getransformeerd zijn in een prostitutiesalon, in overeenstemming met de nieuwe van kracht zijnde stedenbouwkundige voorschriften, zal de belasting niet in rekening worden gebracht.

Artikel 3

Wordt beschouwd als belastingplichtige, de uitbater of bij gebrek aan de eigenaar(s) of elke persoon die een zakelijk recht heeft op het onroerend goed of gedeelte ervan benoemd "peeskamer".

.../...

Artikel 4

De aanslagvoet wordt op 1 januari 2012 vastgesteld op 1.000€ per peeskamer. Deze aanslagvoet zal ieder jaar op 1 januari worden verhoogd met 2,5%, afgerond naar de dichtstbijzijnde euro, volgens onderstaande tabel:

DIENSTJAAR 2013	DIENSTJAAR 2014	DIENSTJAAR 2015
1.025€	1.051€	1.077€

Hij zal eventueel vermenigvuldigd worden met het aantal niveaus uitgerust met dezelfde installatie.

Artikel 5

Voor een welbepaald aanslagjaar laat het Gemeentebestuur een aangifteformulier worden aan de belastingplichtige, dat door hem behoorlijk ingevuld en ondertekend, uiterlijk op 31 december van dat jaar, moet worden teruggestuurd. De belastingplichtigen die geen aangifteformulier ontvangen hebben zijn ertoe gehouden er één te vragen vóór 30 november en deze vervolgens terug te sturen op de identieke wijze als hierboven vernoemd. De aangifte blijft geldig voor de volgende dienstjaren, tot herroeping.

In het geval van wijzigingen in de belastinggrondslag, moet de belastingplichtige een nieuw aangifteformulier aanvragen, deze naar behoren invullen, ondertekenen en terugsturen naar de gemeente dit binnen de tien dagen na het ontstaan van de gebeurtenis. Onverminderd de bepalingen van deze verordening, de nieuwe aangifte vormt de basis bij de inkohiering voor de komende jaren en herroept uitdrukkelijk het vorige aangifteformulier.

Artikel 6

De belastingplichtige wordt ertoe gehouden de eventuele controle van zijn aangifte te vergemakkelijken voornamelijk door het verstrekken van alle documenten en inlichtingen die hem hierbij zouden worden gevraagd. Het ontbreken van de aangifte binnen de voorziene termijnen, of de onjuiste, onvolledige of onduidelijke aangifte vanwege de belastingplichtige zal de aanslag van ambtshalve worden gevestigd. In dit geval zal de ingekohierde belasting worden verhoogd met hetzelfde bedrag van de verschuldigde belasting. Vooraleer over te gaan tot de ambtshalve inkohiering, zal het College van Burgemeester en Schepenen per aangetekend schrijven, de motieven betekenen aan de belastingplichtige, welke aanleiding geven tot deze procedure, de elementen waarop de belasting is gebaseerd, de manier waarop deze elementen werden vastgesteld en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig dagen, te rekenen vanaf de verzending van de betekening, om schriftelijk zijn opmerkingen te doen gelden. Het gemeentebestuur zal aan het einde van deze periode overgaan tot de ambtshalve inkohiering indien de belastingplichtige geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure zou rechtvaardigen.

Artikel 7

De belastingkohieren worden vastgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen ten laatste op 30 juni van het jaar dat volgt op het dienstjaar.

Artikel 8

De belasting is te betalen binnen de twee maanden na verzending van het aanslagbiljet. Bij gebrek van betaling binnen de vastgestelde termijn, zullen verwijlinteressen worden gevorderd, berekend volgens de bepalingen vastgesteld in artikel 414 van het Wetboek op de Inkomstenbelastingen voor 1992.

Artikel 9

De belasting wordt door de Gemeenteontvanger ingevorderd volgens de regels vastgesteld voor het innen van belastingen ten voordele van de Staat.

Artikel 10

De belastingplichtige kan een bezwaar indienen bij het College van Burgemeester en Schepenen die als bestuursoverheid handelt. Om de ongeldigheid te vermijden, moet het bezwaarschrift schriftelijk ingediend worden. Het bezwaar moet gedagtekend en ondertekend zijn door de eiser of zijn vertegenwoordiger, met vermelding van naam, hoedanigheid, adres of de zetel van de belastingplichtige waarvoor de belasting is vastgesteld, alsook het onderwerp van het bezwaar, het verslag van de feiten en de middelen.

De bezwaren moeten ingediend worden, op straffe van verval, binnen de termijn van zes maanden vanaf de derde werkdag volgend op de verzending van het aanslagbiljet.

Artikel 11

Dit huidige raadsbesluit herroept en vervangt, op 1 januari 2012, het raadsbesluit van 7 september 2011 bedoeld in de inleiding.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 30 mei 2012

De Gemeentesecretaris,
(g) Jacques BOUVIER

De Gemeentesecretaris,

Jacques BOUVIER

Voor eensluidend afschrift :
Schaarbeek, 5 juni 2012



De Burgemeester-Voorzitter,
(g) Bernard CLERFAYT

De Burgemeester
In opdracht :

Bernard GUILLAUME
Schepen